

ANGLIN, Douglas G. *The St. Pierre and Miquelon Affaire of 1941. A Study in Diplomacy in the North Atlantic Quadrangle.* Toronto: University of Toronto Press, 1966. 219 p.

Cameron Nish

Volume 20, Number 2, septembre 1966

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302577ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302577ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Nish, C. (1966). Review of [ANGLIN, Douglas G. *The St. Pierre and Miquelon Affaire of 1941. A Study in Diplomacy in the North Atlantic Quadrangle.* Toronto: University of Toronto Press, 1966. 219 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(2), 311–312. <https://doi.org/10.7202/302577ar>

ANGLIN, Douglas G. *The St. Pierre and Miquelon Affaire of 1941. A Study in Diplomacy in the North Atlantic Quadrangle*. Toronto: University of Toronto Press, 1966. 219 pages.

Ce livre est un petit bijou. L'auteur admet volontiers que c'est de la petite histoire mais que les répercussions dépassaient l'importance de "L'Affaire" de St-Pierre-et-Miquelon.

Ces îles situées à l'embouchure du golfe du St-Laurent sont peu peuplées, et généralement assez pauvres. On y a connu une certaine prospérité au temps de la loi Olmstead aux Etats-Unis, alors que le commerce de contrebande a été très actif. Avec le début de la guerre, en 1939, l'importance stratégique des îles a eu pour résultat d'accroître l'intérêt de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, du Canada et de Terre-Neuve pour cette colonie française de l'Amérique du Nord. On prévoyait que les Allemands pourraient s'en servir. Nos voisins du sud, les Etats-Unis, toujours dominés par ce qu'ils appelaient une loi internationale, la doctrine Monroe, et l'amendement de 1940, l'accord de la Havane, songeaient à une occupation militaire. Terre-Neuve voulait annexer les îles ; le Canada, sous la direction de son premier ministre, King, suivait les directives, soit de la Grande-Bretagne, soit des Etats-Unis. Jusqu'à la conquête de la France, en 1940, et l'établissement du gouvernement français à Vichy, l'importance de St-Pierre-et-Miquelon demeure quasi théorique.

Après la chute de la France, l'administration des îles tombait sous la direction de Vichy. Vers la fin de l'année 1940, et tout au long de 1941, le gouvernement de Pétain se trouvait, soit par volonté, soit par principe, de plus en plus docile à la politique de guerre allemande. Il est tout à fait naturel que, dans cette situation, la colonie française située à l'entrée du golfe prenne de l'importance au point de vue stratégique.

En même temps, la France libre, dirigée par de Gaulle, entraînait en jeu. Ce dernier, hautain, entêté et surtout patriote, tentait de réunir sous son "leadership" les forces françaises hors du continent européen. Même aux îles, d'après l'auteur, les sentiments étaient plutôt favorables à la France libre. Les sentiments *pierrais* n'eurent pas la chance de s'exprimer parce que l'administrateur de St-Pierre-et-Miquelon, le comte Gilbert de Bournat, un homme pro-Vichy, refusait la tenue d'un plébiscite.

La politique des Etats-Unis, sous la direction du secrétaire d'Etat Cordell Hull, s'opposait à un changement du *statu quo*

parce que les Américains voulaient maintenir de bonnes relations avec Vichy, et aussi parce qu'ils regardaient d'un mauvais œil l'entrée d'un pouvoir non-américain sur *leur* continent. On présenta plusieurs plans en vue d'améliorer la situation et de réduire le danger qu'affrontaient les lignes de communications maritimes des Alliés. (Même le Canada songeait à un raid de commando.) L'entrée en guerre des Etats-Unis, en décembre 1941, amenait l'histoire à une crise.

De Gaulle autorisait l'amiral Muselier à s'emparer des îles au nom de la France libre. Le leader français avait omis d'en prévenir les Alliés. La réaction de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis fut vive. Les Américains étaient tout à fait prêts à remettre les îles à la France de Pétain; la Grande-Bretagne jouait un peu des deux côtés et le Canada, comme d'habitude, était indécis.

L'auteur décrit la crise produite par la conquête de St-Pierre-et-Miquelon. Il attribue à cette "affaire" une importance qui dépasse la valeur même des îles. Il croit que les relations présentes entre de Gaulle et les Etats-Unis sont en partie dues aux mauvaises relations établies en 1941-1942. Bien que l'auteur admette que ce soit une hypothèse, il soutient très bien ses avancés. "L'Affaire" n'est certes pas de la grande histoire, mais sa présentation en fait un livre à lire.

CAMERON NISH